

Ça monte toujours

Les dépenses du gouvernement fédéral augmentent régulièrement.

Prenez le mois de juillet 1900, le premier mois de l'exercice actuel. Nous vous dans la "Gazette Officielle" du 25 août, que les dépenses à compte du fonds consolidé ont été durant ce mois de \$2,618,453.

Durant le mois de juillet 1899, elles n'avaient été que de \$2,353,786. Faites la comparaison :

Table with 2 columns: Month and Amount. July 1900: \$2,618,453; July 1899: \$2,353,786.

Augmentation... \$264,667 C'est un bon début pour le nouvel exercice.

Où va notre argent ?

L'augmentation des dépenses et de la dette suggère naturellement cette question: où va notre argent?

Voici quelques exemples: Deux cent mille piastres gaspillées dans le plébiscite sur la prohibition.

Un demi million donné pour rien à la Cie du Grand Tronc, pour réparer son pont Victoria, sur lequel le gouvernement est obligé de payer encore tous les ans, la somme de quarante mille piastres pour avoir droit d'y faire circuler les convois de l'intercolonial.

Quatre mille piastres payées au Dr Devlin pour du biscuit de matelot qui ne valait pas mille piastres.

Vingt-huit mille piastres pour faire prononcer M. Tarte sur le fleuve et lui acheter le yacht "l'Eureka," que M. Tarte a trouvé de son goût.

Un million et demi payé inutilement au Pacifique pour l'embranchement du Crow's Nest Pass, alors que d'après l'arrangement Tupper, le Pacifique se contentait de la moitié de cette somme.

Vingt mille piastres payées par jour au beau-père des p'tits Tarte, pour un contrat auquel M. Gauthier n'a jamais rien compris. Les profits scandaleux accordés à la maison Bates d'Ottawa, pour fournir des provisions au Yukon.

Cent mille piastres payées pour une bâtisse à l'exposition de Paris, bâtisse qui ne valait pas cinq mille piastres.

Et le reste, et le reste, et le reste. Savez-vous maintenant où va notre argent?

UNE PREUVE DE SINCERITE

M. Hugh John Macdonald a promis aux cultivateurs que s'il est élu il travaillera pour l'abolition de toute taxe fiscale sur l'importation des instruments d'agriculture.

Comme M. Macdonald remplit les promesses qu'il fait, les libéraux sont fiers de voir cette nouvelle preuve de sincérité qu'il vient de donner aux cultivateurs de l'intérêt et du dévouement qu'il leur porte.

M. Laurier, ce soi-disant ami des cultivateurs, a eu plus de quatre ans pour leur prouver sa sincérité; il ne l'a pas encore fait. Il a oublié.

LE MONOPOLE EST MAITRE

C'est un libéral qui l'a dit et sa prédiction s'est réalisée.

Lorsque M. Fielding proposa ses changements au tarif, un libéral, M. Lister, député de Lambton, protesta comme suit :

"Puisque le gouvernement a adopté le système de laisser transporter le pétrole en vaisseaux-réservoirs, et que ce système, je suppose, va devenir loi, je dois dire QU'IL EST TRES INJUSTE ENVERS LES PRODUCTEURS DE PETROLE CANADIENS.

"Il n'y aurait rien à dire contre l'importation du pétrole en vaisseaux-réservoirs, si l'on avait soin de prendre les précautions voulues, et si tous les marchés du pays étaient libres d'expédier le pétrole d'un point à l'autre, c'est-à-dire si les vaisseaux-réservoirs étaient sur un pied d'égalité avec les autres moyens de transport, et s'il était libre à tous ceux qui le veulent d'engager ces vaisseaux en payant les taxes de péage ordinaires. Mais l'embarras, c'est que ces vaisseaux sont entre les mains d'une vaste corporation, QUI S'EN SERVIRA POUR FORCER LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER A TRANSPORTER LEUR PETROLE A UN TAUX INFÉRIEUR à celui qu'elle paie aux autres raffineurs de pétrole du pays, avantage qui, je le prédis, mettra cette compagnie en état de forcer nos marchands à capituler devant elle, DE SORTE QUE LES INTERETS DU PÉTROLE AU CANADA PASSERONT, A BREF DELAI, AUX MAINS D'UN IMMENSE MONOPOLE."

Donc, M. Laurier a créé une injustice envers l'industrie canadienne et au profit du monopole.

C'est cette injustice qui oblige le consommateur canadien à payer cinq sous plus cher qu'autrefois son huile d'éclairage.

Et pourtant M. Laurier a été averti par un de ses propres amis que sa législation aurait pour résultat de nous livrer au monopole.

Il ne peut donc dégager sa responsabilité, et c'est sa faute si l'ouvrier et le cultivateur paient l'huile de charbon plus cher qu'autrefois.

L'hypocrisie libérale

Rien n'illustre mieux l'hypocrisie libérale que la volte-face de sir Wilfrid Laurier sur la question de la redistribution des comtés.

M. Laurier voulait donner un coup d'honnêteté à son projet en invitant les juges à décider qui élit tel et tel député dans tel et tel comté, c'est-à-dire qu'il fixait d'abord la limite des comtés puis c'était aux juges de diviser l'électorat, forçant les juges à couvrir de leur réputation son acte déloyal.

Pour voir s'il était sincère, sir Charles Tupper a proposé la solution suivante:

"Dans l'opinion de cette Chambre, il importe d'introduire, au lieu du présent bill, une mesure basée sur les provisions suivantes:

10. Qu'un comité des juges en chef des plus hautes cours de chaque province du Canada soit nommé pour fixer les limites des comtés et déterminer le nombre des députés dans chaque comté en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, que ce comité devra faire la distribution des sièges, d'après la population constatée par le dernier recensement du Canada, ayant égard autant que possible aux limites des comtés, des municipalités et des cités.

Que ce comité sera nommé aussitôt que possible après le prochain recensement et commencera ses travaux dans les plus courts délais.

En deux mots, sir Charles voulait laisser aux juges pleine et entière liberté dans la redistribution des comtés.

Or, sir Wilfrid Laurier a refusé net. Cette politique était trop franche, trop loyale pour lui.

Ce qu'il voulait c'était de couvrir son intrigue du manteau des juges.

Mais il n'a pas réussi, heureusement.

SEPT MILLIONS

Telle est l'augmentation de la dette par les libéraux

La prétention que les libéraux ont diminuée la dette de \$300,000 n'est pas nouvelle. Dans une discussion de cette nature, ce sont les comptes publics qui doivent régler le différend. Or en ouvrant les comptes publics, année 1899, page XXVIII on trouve ce qui suit :

Table showing Debt Total and Debt Net for 1899 and 1896.

Augment. sous les libéraux... \$ 7,776,013.83

Voilà la véritable augmentation dont les libéraux sont responsables, après avoir promis de ne pas augmenter la dette.

Et les comptes publics ne donnent pas d'autres chiffres.

Mais le 7 juillet 1900, la "Gazette Officielle" contenait un autre tableau nécessairement incomplet puisque l'année financière ne faisait qu'expirer et c'est à ce tableau que le parti libéral a recours pour affirmer qu'il a diminué la dette de \$300,000.

Or, il est parfaitement connu par tous ceux qui s'occupent des finances fédérales, que les chiffres de la "Gazette Officielle" du mois de juillet ne donnent pas le résultat définitif de l'exercice terminé le 30 juin précédent. En voici la preuve: La "Gazette" du 7 juillet donne le chiffre de \$34,826,400 pour la dépense ordinaire de l'exercice de 1899-1900. Or, M. Fielding vient d'annoncer, à Halifax, que cette dépense a été de \$42,940,392. Soit HUIT MILLIONS de plus que le chiffre indiqué par la "Gazette Officielle" du 7 juillet.

La raison de cette apparente anomalie est simple. Au 30 juin, l'exercice est bien terminé. Mais les comptes ne peuvent être clos immédiatement. Il reste une masse de paiements dont le rapport n'a pas encore été fait au département des finances. Et il faut attendre une couple de mois pour avoir le résultat véritable de l'exercice.

Donc la dette a été augmentée de 7 millions par le parti libéral.

En voulez-vous d'autres preuves. Ecoutez: M. Fielding, le ministre des finances a dit lui-même le 23 mars 1900, page 2547 du "Hansard" que du 1er juillet 1896 au 1er juillet 1899, la dette a augmenté de \$7,776,013.83.

Parlant ensuite à Halifax, au commencement de septembre, M. Fielding a admis que malgré l'augmentation de la taxe et du revenu il n'avait pu diminuer ce chiffre que de \$679,770, de sorte que, après quatre années de règne du parti libéral qui ne devait pas augmenter la dette nous avons une augmentation de \$7,100,000, sept millions cent mille piastres.

Voilà la vérité, appuyé sur les documents publics et les discours de M. Fielding.

M. Fielding annonce une autre augmentation

Maintenant, écoutez M. Fielding nous laissant prévoir une nouvelle augmentation de deux millions par année.

Page 2553, en son discours prononcé le 23 mars 1900.

Nous ne pouvons pas toujours nous attendre à des temps aussi prospères que ceux dont nous jouissons maintenant, et peut-être sera-t-il nécessaire, pour faire face à ces grandes dépenses de nature pratique, d'accroître dans l'intervalle quel que peu la dette publique. En supposant que nous devions L'AUGMENTER DE DEUX MILLIONS PAR ANNEE, en moyenne et qu'il nous faille également racheter les anciennes obligations jusqu'au montant de cent millions, je crois que nous pourrions, grâce à la grande amélioration du crédit du Canada — amélioration dont je ne prétends pas un seul instant attribuer tout le mérite à ce gouvernement, car le crédit du pays était excellent lors de notre avènement et j'espère seulement que nous l'avons amélioré; mais grâce à l'amélioration constante du crédit du Canada depuis nombre d'années, nous pourrions, dis-je, à l'époque mentionnée, négocier nos nouveaux emprunts à un taux d'intérêt beaucoup moins élevé que celui de l'ancienne dette."

Ah! voilà M. Fielding qui songe aux mauvais jours. Que n'a-t-il économisé ses surplus et ses taxes pour y faire face? Mais, non, il a tout gaspillé.

Et il nous parle encore d'augmenter la dette de deux millions par année.

Jolie perspective!

La politique du cabinet libéral que nous aurons bientôt à Ottawa sera d'exercer une économie rigide dans l'administration publique. (Paroles de Sir Wilfrid Laurier au Parc Sohmer, le 24 avril 1896.)



M. ALFRED A. LEFURGEY, S. A., L. L. B.

aptitudes parlementaires. Dans l'automne de 1898 il fut choisi comme candidat pour Québec-Est quand l'hon. John Yeo fut nommé au Sénat. En dépit des efforts désespérés des gouvernements fédéral et provincial et bien que l'hon. W. J. Fielding conduisit la campagne, il n'en fallut pas de votes que M. Lefurgey ne fut élu. De fait il est bien probable qu'il aurait été élu légalement si le décompte qu'il avait demandé n'eût été entravé par des subtilités légales. Les nécessités pressantes de ses affaires l'avaient d'abord poussé à refuser d'entrer dans la lutte politique pour la présente occasion; cependant, devant l'insistance des électeurs qui exigeaient de lui de venir comme leur porte-drapeau il a dû consentir à se rendre à leur désir. M. Lefurgey est estimé de tout le monde et il est en particulier l'ami de toute la jeunesse qui s'attache à lui à cause de ses manières aimables et sans prétention. Il remportera sûrement Queen-est par une grande majorité.

M. A. Lefurgey, candidat conservateur de Québec-Est, est le plus jeune fils de l'honorable John Lefurgey qui, en sa qualité de marchand et d'homme public a joui de la confiance générale de la population de l'île du Prince Édouard pendant sa longue carrière commerciale et publique. Le candidat actuel a fait ses études au collège de Dunstow et aux universités de Mr Allison et Harvard. Il obtint son diplôme de S. A. à Mr Allison en 1891 et celui de L. L. B. à Harvard. En quittant cette université il choisit la carrière commerciale dans laquelle il a réussi d'une façon remarquable. Les intérêts qu'il possède actuellement dans l'île du Prince Édouard et dans le Cap Breton sont très importants. En 1897 il fut choisi comme candidat à la Législature provinciale pour Summerside et fut élu, suivant à l'ennemi au bénéfice du parti conservateur le siège qu'il avait occupé son père. Il se montra activement aux débats de l'Assemblée dans la session de 1898 et se fit remarquer par ses

L'immigration

Les libéraux ont bien souvent crié contre les dépenses encourues pour l'immigration, du temps des conservateurs. Dans une de leurs circulaires électorales, en 1896, on lisait, au sujet des immigrants: "Quelle somme d'argent le gouvernement bleu a-t-il dépensé pour faire venir ces étrangers? Pouvez-vous le croire? Voici les chiffres officiels pris dans les livres bleus." Puis venait une file de chiffres qui se terminait comme suit:

Table with 2 columns: Year and Amount. 1891: \$179,004; 1892: 180,877; 1893-1894: 202,232; 1895: 195,680.

Voilà ce que nos adversaires disaient en 1896. Et bien qu'on ait fait depuis leur arrivée au pouvoir, relativement à l'immigration? Ont-ils supprimé ou diminué les dépenses pour ce service? Loin de là, voici quelle a été leur politique.

Au lieu de favoriser des colons de notre langue et de notre race, ils ont inondé le pays de rebuts de l'Europe, qui viennent prendre nos terres et notre argent. Ils ont amené des Doukhobors et des Galiciens qui ne feront jamais des citoyens.

Voici, en somme, une immigration qui coûte au gouvernement:

Table with 2 columns: Category and Amount. Doukhobors, Primes: \$53,994; Doukhobors, Etablissement: 53,994; Total: 107,988; Galiciens, Primes: 80,029; Galiciens, Prêts: 13,954; Total: 93,983.

L'année dernière les libéraux ont dépensé un quart de million pour l'immigration. Une bonne partie de cette somme a été mangée par les salaires des agents, le frère de sir Louis Davies, le nommé Preston que l'on a récompensé ainsi de ses canailleries en temps d'élection.

Payez, mes amis.

TARTE, BLAIR, SIFTON & CIE

Le "Brookville Times" publie l'annonce suivante:

"Tarte, Blair, Sifton & Cie, jobber en gros et en détail, négociants de franchises, lots miniers et chemins de fer; élections vendues et achetées; manœuvres de tarifs et trafiquants de promesses non rachetées. Quelques bribes de conscience et autre bric-à-brac moral dont on peut disposer à vente privée.

"Pas de crédit aux membres de l'opposition.

"Argent comptant en échange des votes.

"Contrats livrés à bonnes conditions."

Cette compagnie éminente est en mauvaises affaires et peut crouler d'un moment à l'autre.

Pas un seul des principes que professait le parti sous la direction de Brown, de Mackenzie et de Blake n'est aujourd'hui suivi par les chefs actuels du parti.

H. H. COOK, ancien député libéral de Simcoe-Est

Les Acadiens avait deux représentants au Sénat; il en est mort un et M. Laurier l'a remplacé par un Anglais.



L'HON. T. C. CASGRAIN, M. P., et leader du district de Québec.

LA DETTE

ET LES LIBÉRAUX

La convention libérale déclarait solennellement en 1893:

"Nous ne pouvons envisager qu'avec alarme l'énorme accroissement de la dette publique et de la dépense contrôlable annuelle du Dominion..."

Qui parlait ainsi?... C'étaient les Laurier, les Cartwright, les Paterson, les Davies, les Mills, etc.

Ces mêmes hommes sont au pouvoir depuis quatre ans, et eux qui voyaient avec tant D'ALARME L'AUGMENTATION DE LA DETTE, qu'ont-ils fait?

Ouvrez les Comptes Publics de 1899 à la page XXVIII, et vous trouverez les chiffres suivants:

Table with 2 columns: Year and Amount. Dette nette, 1899: \$266,273,446; Dette nette, 1896: 258,497,432.

Augmentation... \$ 7,776,014

Ainsi donc les Laurier, les Cartwright, les Mills, qui voyaient avec alarme l'augmentation de la dette en 1893, ont augmenté la dette de près de \$8,000,000 depuis qu'ils sont au pouvoir.

Que les électeurs pèsent bien ces chiffres!

CE QUI VA ARRIVER

Les conservateurs s'attendaient à triompher dans la prochaine lutte; aujourd'hui ils sont certains. Rien ne résistera à la vague populaire.

Le succès des démonstrations conservatrices dans toute la province dépasse toutes les

LES OUVRIERS

Retrouvez vos marches et donnez-nous un coup de main pour renverser le gouvernement, disait M. Laurier aux ouvriers, dans son discours au Parc Shomer le 24 avril 1896.

Et les ouvriers obéirent, espérant mer et monnaie de cet homme qui leur demandait un service.

Trois sessions ont passé sans que M. Laurier ou ses collègues aient pensé à leur donner le moindre faveur.

C'est n'est qu'à la quatrième session que M. Mulock a pensé de les blaguer encore une fois en exprimant le désir que les ouvriers du gouvernement soient payés le prix de leurs camarades travaillant pour les particuliers.

Or, pendant ce temps-là ce même gouvernement Laurier payait, ses ouvriers quatre schellings par jour.

Ne parlons pas de la loi de conciliation; elle ne vaut rien, elle est inapplicable et ne comporte aucune sanction.

C'est une insulte à la classe ouvrière. Le 18 du mois courant, M. Mulock lui-même a demandé au congrès ouvrier de lui suggérer les amendements à faire à cette loi.

Croyez-vous que c'est pour en profiter? Que n'a-t-il écouté les suggestions des députés conservateurs lorsque la loi a été discutée en Chambre?

Ah! il ne voulait pas déplaire aux grandes influences et il a refusé toute proposition de nature à rendre la loi efficace, croyant que les ouvriers se contenteraient de mots ronflants; la loi de conciliation.

Impérialisme et Fédération commerciale

C'est sir Charles Tupper qui a eu le premier l'idée de la fédération commerciale en vertu de laquelle l'Angleterre donnerait à nos produits une préférence sur ses marchés, en retour de la préférence que nous accorderions à ses produits au Canada.

M. Laurier trouva le projet si bon qu'il s'en engagea et promit de le faire triompher s'il arrivait au pouvoir.

Retour à Londres, cependant, il changea d'idée et se déclara pour la fédération politique.

Répondant à M. Chamberlain, au banquet de l'hôtel Cecil, en 1897, il disait:

"M. Chamberlain, a abordé un sujet qui, plus que tout autre, occupe l'attention de l'Empire. De sa nature, ce sujet s'impose à l'esprit du penseur. Une chose est certaine. Les colonies sont tentées de se rapprocher de l'empire ou de s'en séparer. La décision à prendre, le choix à faire ne sont pas tant le fait des colonies que de la métropole elle-même. Quand le Canada aura grandi, RIEN NE POURRA SATISFAIRE SES ASPIRATIONS SI ON NE LUI DONNE UNE REPRESENTATION DANS LE PARLEMENT IMPÉRIAL. Si c'est un rêve, c'est un rêve qui doit caresser hommes et femmes."

Voilà la politique de M. Laurier, la représentation au parlement impérial, qui nous lierait pour toujours et nous enlèverait notre autonomie.

De cette politique, sir Charles n'en veut pas, mais il veut encore et nous voulons de la fédération commerciale ou préférence réciproque.

M. Laurier demande un siège à Londres. Sir Charles demande que nos produits soient plus favorisés sur le marché anglais.

Choisissez!

UN VIEUX LIBÉRAL JUGÉANT SES CHEFS

Nous venons de lire la lettre de M. Cook, ancien député libéral de Simcoe-Est, dont les actualités politiques.

C'est un document fort long comme le nécessitent la multiplicité des sujets à traiter, mais aussi fort bien fait et certainement irrefutable.

M. Cook accuse le gouvernement, d'avoir honteusement manqué aux engagements suivants:

- Maintenir l'indépendance du Parlement; Faire juger les ministres accusés par le Parlement; Réduire la dépense; Réduire la dette; Réduire les taxes; Abolir la protection; Obtenir une préférence pour les produits canadiens sur le marché britannique; Prohiber le trafic des liqueurs si la majorité le demandait.

Réduire le nombre des ministres ; Diminuer le service des pensions de retraite ; Abolir le département du commerce ; Abolir le Sénat.

Les dépêches disent que cette lettre a produit une profonde impression dans Ontario, et nous le croyons.

M. Cook, en effet, n'est pas le premier venu.

Il a été pendant dix ans le représentant libéral de Simcoe-Est et sa famille est l'une des plus puissantes et des plus riches d'Ontario. Il est allié au sénateur J. P. B. Casgrain.

Comme à bien d'autres la persistance du cabinet Laurier à renier tous ses engagements passés, lui a ouvert les yeux et il proteste avec énergie.

Son cri d'indignation fera écho dans tout le pays.

Nous donnerons samedi le puissant réquisitoire contre le cabinet Laurier-Tarte-Blair-Sifton.

LES REFORMES A L'ENVERS

"Nous voulons faire de grandes réformes. Les taxes que vous payez sont trop légères; nous les augmenterons de \$12,500,000 par année."

Si M. Laurier et ses candidats nous eussent parlé de la sorte, en 1896, auraient-ils eu nos votes?

"La dette fondée est trop minime pour ce pays: nous allons y ajouter \$8,000,000 en quatre ans."

Cette proposition libérale aurait-elle eu beaucoup de succès?

"Le gouvernement Tupper n'a dépensé que \$40,750,853, cette année-ci (1896); nous allons élever graduellement la dépense annuelle jusqu'à ce qu'elle atteigne \$56,000,000 pour 1901."

"Nous n'avons déjà que trop de marchés pour l'écoulement de nos produits agricoles et industriels: nous allons refuser la "Préférence" sur le marché anglais et nous donnerons aux Américains tous les avantages qu'ils voudront sur notre propre marché, sans aucune compensation."

N'est-ce pas que cela aurait pris un peu moins que la promesse d'abattre "la barrière" des Etats-Unis?

"Vous payez votre pétrole trop bon marché; nous allons trouver le moyen de livrer notre industrie pétrolière canadienne au monopole américain de la Standard, en sorte que vous serez forcés de payer de 6 à 10c de plus le gallon."

Voilà qui n'aurait certes pas été aussi entraînant que l'engagement de M. Laurier — à Saint-Louis de Gonzague, entre autres — de faire payer l'huile de charbon moitié moins cher à nos excellentes ménagères canadiennes.

Simple raisonnement

Les libéraux se vantent d'avoir produit la prospérité qui règne dans le pays, mais si vous leur demandez par quelle politique ils ont produit cette prospérité, ils resteront le bec ouvert.

Ce qu'influence sur la situation économique d'un pays, c'est sa politique fiscale. Or, la politique fiscale actuelle est la même que sous les conservateurs: c'est-à-dire qu'après avoir dénoncé la protection comme un vol, M. Laurier l'a maintenue.

Donc si la prospérité doit quelque chose à la politique, c'est au parti conservateur qu'en revient le mérite puisque c'est encore la politique des conservateurs qui subsiste.

Que diriez-vous d'un héritier qui se vantait d'être l'auteur de la fortune dont il hérite, alors qu'il n'aurait rien fait pour l'augmenter?

Vous diriez que c'est un pédant, un vantard qui s'accapare le mérite des autres.

Les chefs libéraux ne sont que des pédants et des vantards qui s'emparent du mérite des conservateurs, parce que par eux-mêmes, ils ne peuvent rien.

Qui a établi les réfrigérateurs ?

A son assemblée du Parc Sohmer, M. Laurier a réaffirmé que l'établissement des réfrigérateurs, destinés à favoriser le transport des produits agricoles, était dû à son gouvernement.

M. Laurier a menti une fois de plus.

Voici les faits: Page 385 de l'Annuaire statistique pour 1895, document officiel, nous lisons:

On a adopté, durant l'année, plusieurs mesures favorables au commerce de la laiterie. Suit une énumération de ces avantages. Puis, le rapport continue:

La décision prise subseq... ment par le gouvernement, une petite aide, mais très efficace aide aux fabricants dans le cours de l'hiver dernier, a eu pour effet de donner aux cultivateurs une plus grande confiance en vue de la préparation du beurre d'hiver en 1895-96. Ceci a été fait et, grâce au prix courant actuel, il est probable que les cultivateurs auront un profit des plus satisfaisants.

A la suite de cette action eut lieu l'inauguration du service de transport à glaciers et au sujet d'obtenir à ce jour à ce qu'il y eut durant l'été DES CHARS GLACIERES sur les principales lignes de chemin de fer allant à Montréal.

On a pourvu à l'emmagasinage du beurre frais de crémier dans les hangars de la compagnie D'EMMAGASINAGE A FROID, rue St-Paul, Montréal.

On a pourvu à ce que les STEAMSHIPS ALLANT A BRISTOL, LIVERPOOL ET GLASGOW SOIENT MUNIS DE CHAMBRES ISOLEES ET A GLACIERE.

Cela se rassait en l'année 1895.

Le parti libéral était alors dans l'opposition, et M. Fisher n'avait pas même de siège en Chambre.

Donc, le mérite de cette politique revient au parti conservateur et non au gouvernement Laurier.

Vous voyez comme il faut se délier des orateurs libéraux.